



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Unité départementale
de l'architecture et du patrimoine
de la Gironde**

Affaire suivie par :
Cécile GAYDON
05 56 00 87 10
udap.gironde@culture.gouv.fr

L'architecte des Bâtiments de France
à
Monsieur le Maire
1 Esplanade Edmond Doré
BP 50105
33164 LA TESTE-DE-BUCH cedex

Bordeaux, le **30 AOÛT 2023**

Monsieur le Maire,

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), promulguée le 8 juillet 2016, a modifié la définition et la gestion des abords de monument historique. La loi prévoit aujourd'hui la création de périmètre délimité des abords (PDA), au titre de l'article L621-30-II du Code du patrimoine.

Dans ce périmètre, l'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du monument historique ou des abords (art. L621-32).

L'avis conforme de l'architecte des Bâtiments de France n'est donc plus régi par le principe de co-visibilité mais s'applique sur la totalité des travaux dans ce périmètre.

Conformément à l'article L621-31 du Code du patrimoine « *Le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l'article L621-30 est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France ou de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées. Lorsque la proposition émane de l'architecte des Bâtiments de France, elle est soumise à l'accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale. Lorsque la proposition émane de ladite autorité, elle est soumise à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France. [...]*

Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification du plan local d'urbanisme, du document d'urbanisme en tenant lieu ou de la carte communale, l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords. »

Les servitudes AC1 (périmètre de 500 m autour du monument) de la ville Geneste et de l'hôtel de Baleste, aujourd'hui applicables, peuvent donc être modifiées en périmètres délimités des abords.

Votre commune ayant décidé de prescrire, par délibération du 12 avril 2022, la révision de son plan local d'urbanisme (PLU), je vous remercie de bien vouloir me communiquer votre avis sur ces deux propositions de PDA (en pièces jointes), avant transmission du « porter à connaissance » du préfet conformément à l'article R132-2 du Code de l'urbanisme.

Le conseil municipal délibérera pour avis sur ces propositions de périmètre en même temps que sur l'arrêt du projet de document d'urbanisme, avant d'engager une enquête publique unique.

Après réception de l'arrêté préfectoral correspondant, les nouveaux tracés seront annexés au PLU, sous forme de servitudes AC1 dans les conditions prévues à l'article L153-60 du Code de l'urbanisme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération la plus distinguée.

L'architecte des Bâtiments de France

Hubert MERCIER

